



## Les entreprises d'État au cœur d'un dilemme politique

La distinction pourrait avoir de quoi réjouir : le groupe BKW, spécialisé dans l'énergie, est l'une des trois entreprises auxquelles le cabinet KPMG a décerné un Swiss M&A Award 2017 pour sa stratégie offensive en matière d'acquisitions. Le jury a mis en exergue l'activité de l'entreprise sur le front des fusions et acquisitions (M&A). Outre des parcs éoliens dans les pays européens voisins, BKW cible surtout des entreprises de technique du bâtiment et d'ingénierie dans la région de Berne.

Détenteur d'environ 53 % du capital, le canton de Berne est le principal actionnaire de BKW. Lorsque l'État est majoritaire, on peut se demander dans quelle mesure cette stratégie d'acquisitions tant vantée, qui vise également à acquérir des entreprises privées, est bien judicieuse du point de vue économique. Autrement dit, une entreprise proche de l'État, bénéficiant de la garantie étatique, peut-elle s'étendre à l'envi sur des marchés de services privés qui fonctionnent bien ? Cette question agite le monde politique, comme en témoignent plusieurs interventions parlementaires déposées à ce sujet aux niveaux fédéral et cantonal.

Plusieurs entreprises contrôlées par l'État sont aujourd'hui présentes sur plusieurs marchés et à différents niveaux. Swisscom, par exemple, tire profit de ses compétences dans les technologies de l'information et de la communication, liées à son cœur de métier, pour pénétrer le marché de l'événementiel ou de la santé. Il en est de même pour La Poste, qui fait du commerce en ligne et vend ainsi des imprimantes, des tablettes, des smartphones, des sèche-cheveux ou des moules à tarte.

Il ne s'agit pas, de manière générale, de reprocher quoi que ce soit aux entreprises contrôlées par l'État. En les libéralisant progressivement, en leur ouvrant

de nouveaux marchés et en les transformant en sociétés anonymes, le législateur a voulu que les anciennes régies fédérales bénéficient de davantage de liberté. Outre le mandat qui leur est conféré par la loi, ces entreprises sont souvent encouragées de manière explicite à se montrer innovantes et à explorer de nouveaux débouchés.

Ainsi, le monde politique s'est mis lui-même dans l'impasse. Les plaintes dénonçant la distorsion de concurrence provoquée par la participation de l'État sont typiques des marchés où les acteurs sont fortement invités, depuis quelques années, à s'adapter. Les grands fournisseurs d'électricité sont sous pression, parce que le subventionnement excessif des énergies renouvelables a sonné le glas, partout en Europe, des modèles d'affaires traditionnels. Les entreprises postales perdent d'énormes sources de revenus, car les applications informatiques disponibles sur téléphone portable ont eu raison du monopole qui protégeait la correspondance, dont l'origine remonte – soit dit en passant – à un article de la Constitution datant du XIX<sup>e</sup> siècle. Quant au service universel de Swisscom avec la téléphonie, les cabines téléphoniques et le télécopieur, fait-il encore sens dans le monde actuel où règnent l'Internet à haut débit, les médias sociaux et les plateformes électroniques ?

## **Privatiser reste la solution**

Du point de vue économique, la seule solution pour sortir de ce dilemme politique consiste à privatiser la plupart des entreprises proches de l'État. La mission de service universel peut aussi être confiée à des entreprises privées dûment rémunérées. Cette solution permet de réduire les distorsions de concurrence, de résoudre les conflits d'intérêts générés par le double rôle de joueur et d'arbitre que revêt le propriétaire public, et d'éliminer les risques financiers de la garantie fournie par l'État.

Toutefois, programmer des privatisations provoquerait, à n'en point douter, une levée de boucliers. Si des réformes de ce genre avaient quelque chance d'aboutir voici deux décennies, le climat politique n'y est pas favorable aujourd'hui. Un vaste processus de dénationalisation d'entreprises a peu de chance d'emporter l'adhésion du monde politique. Dans ce contexte, j'ose le pronostic suivant : dans les débats parlementaires à venir, les meilleures solutions seront qualifiées d'irréalistes et les politiciens seront largement tentés de se tourner vers des solutions présumées bonnes, mais qui ne seront jamais qu'un deuxième, troisième ou quatrième choix.

**Eric Scheidegger**

Chef de la Direction de la politique économique,  
Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

*eric.scheidegger@seco.admin.ch*